

GDN Réunion « Fiscalité et Services publics »

Saint-Victor 07 410 / 11 mars 2019 (51 personnes)

Dans le cadre du débat national, un groupe de citoyens a organisé 3 réunions publiques thématiques :

Démocratie et citoyenneté (Saint-Félicien 07 410 le 28 février) (60 p)

Transition écologique (Colombier le Vieux 07410 le 8 mars) (65 p)

Fiscalité et Services publics (avec mairie de Saint-Victor 07410)(51 p).

Chaque réunion est organisée sur le même mode entre 19 h 30 et 22 h (avec démarrage toujours décalé et transitions nécessaires entre les différentes phases) :

- présentation générale du débat et du thème général (25 mn) avec proposition de 3 questions par les organisateurs; les participants peuvent faire d'autres propositions
- échanges en tables rondes (1h) et chaque participant(e) écrit ses propres propositions sur un autocollant qu'il(elle) va afficher sur un grand tableau,
- rapport oral de chaque table ronde (total 25 mn)

Un compte-rendu est réalisé, envoyé à la plate-forme nationale, à tou(te)s les participant(e)s qui le souhaitent et aux conseillers municipaux du Pays de Saint-Félicien (aujourd'hui dans la communauté Arche Agglo).

Ci-dessous, à Saint-Victor :

3 questions proposées aux participants (1, 2, 3) qui proposent à leur tour 3 thèmes (4, 5, 6; non formulés en questions).

L'introduction de chaque question reprend le compte-rendu fait par le (la) rapporteur(e).

Tous les autocollants (post-it) affichés par les participants sur le tableau sont repris intégralement - même ceux qui nécessiteraient quelque précision - et classés par thème, pour la commodité de lecture.

1. Quels sont les services publics qui vous paraissent indispensables et comment les améliorer ou les créer ?

Il y a plus de choses à dire que de réponses à apporter mais ce qui est important, d'abord, ce sont les secteurs de l'éducation et de la santé. Pour cela, porter l'attention aux personnes, usagers ou personnels, mettre en place les moyens suffisants en fonctionnement comme en formation. Et si tous contribuent aux finances publiques, il faut contrôler ce qu'en fait l'Etat.

- Ne pas culpabiliser les enseignants, ne pas mettre tous les maux sur leur dos : respect et responsabilité
- L'Etat doit avoir de la considération pour son personnel
- Personnel mieux formé dans la santé et l'éducation
- Interdire la publicité, moraliser les programmes tv
- Conserver les services publics de proximité et le contact humain : une personne plutôt qu'une machine
- Arrêter la répression systématique sur les moyens de transport, le stress étant très mauvais pour la santé.

- Service public : où trouver de l'argent / inflation ou pas, si création d'argent mais traité de Lisbonne ! Supprimer un certain nombre de structures administratives monétaire obsolètes et qui ne rapportent rien.

- Services publics (eau, gaz, électricité) : premiers m3 ou kmh gratuits / abonnements gratuits
- Services publics : VTC (en remplacement de Uber par exemple) / Covoiturage (en remplacement de Blablacar) / Hébergement (en remplacement de Airbnb)
- Service public équipement construction et résultat contrôlé
- Service public Internet : abonnement t collectif ou municipalisé / gratuité de l'abonnement / service d'accompagnement en mairie ou association sous contrat
- Service public de l'urbanisme pouvant intervenir sur la sécurité des privés (incendie, construction) Contrôle citoyen des contrôleurs
- Revoir les services de sécurité : a-t-on besoin de plusieurs services de répression policière alors que les services de gendarmerie sont de plus en plus réduits en milieu rural ?
- Œuvrer pour harmoniser la fiscalité européenne
- Revoir le trop grand nombre de normes qui tuent l'initiative
- Voir comment financer les Ehpad pour les personnes âgées (un peu comme l'hôpital)
- Santé : revoir à augmenter le personnel,
- Santé : respect du personnel soignant, respect de la part des soignants pour les patients
- Santé : revoir la proximité des urgences
- Contrôle augmenté des indemnités versées aux entreprises et aux individus par l'Etat

2. Comment rendre l'administration et les différents services publics plus proches des citoyens ?

L'administration de services publics concerne l'humain plutôt que la machine et la rentabilité. D'où les questions : de la formation des personnels assez nombreux pour répondre aux besoins, de l'efficacité dans l'organisation, de la responsabilité des usagers quant à l'équilibre entre leurs droits et leurs devoirs.

- Oublier la rentabilité dans la fonction publique
- Remettre les usagers au centre de la fonction publique
- Lenteur de l'administration, éviter les doublons de fonctionnaires, avoir une meilleure réactivité des services publics
- Simplifier les dossiers
- Remettre de l'humain dans les services publics (3 fois)
- Retour à la proximité avec l'humain sans rendez-vous (Sécu, Pôle Emploi)
- Réadapter les horaires d'ouverture des services publics : horaires décalés avec au moins un jour par semaine une ouverture le soir
- Remettre au travail les fonctionnaires sans travail : enseignants sans élèves, préfets sans préfecture, territoriaux sans mission
- Services permis de conduire ANTS : tout par Internet, tout scanner même si un seul document ne convient pas, délai trop long : 6 mois pour ce qui se faisait en 3 semaines
- Ne plus aller vers le tout numérique
- Recréer les systèmes de consignes afin de ne pas pénaliser les budgets locaux
- Démocratie participative et l'humain au centre

3. Que faudrait-il faire pour avoir une fiscalité plus juste et plus efficace ?

Question justice, elle concerne l'impôt sur le revenu, sur les sociétés ou la fortune. Elle concerne tout autant la TVA qui s'applique de la même façon pour tous les revenus, très inégaux et pour des produits aux usages différents. La question se pose aussi au niveau européen.

- Supprimer des taxes abusives et les injustices sociales
- Revaloriser le Smic
- Rééquilibrer les retraites : diminuer les grosses et augmenter les petites

- Créer une autre tranche supérieure des impôts
- Revoir les tranches d'imposition
- Revoir l'échelle des salaires : de 1 à 20
- Plafonner les revenus des individus ou déplafonner les impôts sur les revenus
- Sanctionner l'évasion fiscale, les délits fiscaux par de la prison ferme
- Lutter plus efficacement contre l'évasion fiscale et la délinquance fiscale
- Mieux encadrer les manœuvres boursières
- Remettre à plat les niches fiscales
- Rétablir l'ISF (2 fois)
- Supprimer le CICE
- Baisser la fiscalité pour les toutes petites entreprises
- TVA plus importante pour les produits de luxe
- Harmoniser la fiscalité européenne (2 fois)
- Fiscalité juste = fiscalité transparente
- Avoir une vision de l'utilisation des impôts

4. Services publics et santé

Pour répondre aux besoins des usagers : tout autant de la proximité que des moyens publics adaptés.

- Le service public doit répondre à des usagers et non à des clients
- Un système de santé de proximité : unité de vie, urgences, médecin de garde
- Revoir la répartition des dépenses de l'Etat : santé, éducation, sécurité
- Projection dans l'avenir pour répondre aux besoins de la population

5. Collectivités territoriales et fiscalité locale

La commune et les petites communautés de communes restent indispensables, pour peu qu'elles aient les moyens d'une politique locale.

- Maintenir un pouvoir financier propre aux communes
- Maintenir le pouvoir de décision des collectivités (commune, Agglo) et leurs compétences
- Former les élus à l'expression publique (2 fois)
- Décentralisation : décision entraîne fiscalité et ressources appropriées
- Pas de politique locale sans ressources locales et indépendantes
- Maintien des écoles et des services aux habitants
- Revoir la représentativité des communes au niveau des « Agglo »

6. Fiscalité, service public, environnement

Un service public de l'environnement concerne l'énergie tout autant que la forêt, l'eau, l'alimentation, le réseau routier ou le transport aérien ... chaque secteur ayant un impact sur notre milieu de vie.

- Conserver la maîtrise par les pouvoirs publics sur la production d'énergie : barrages, contrôle de prix, pression du privé
- Pourquoi vendre des entreprises publiques qui font du profit (ex aéroport) : gros apport financier à la vente mais pas à long terme
- Taxe carbone sur les produits alimentaires pour financer et favoriser les installations locales
- Taxe sur le kérosène pour l'aviation, actuellement 0 % or, très polluant et essentiellement pour les riches

- Avoir une politique de gestion des forêts non basée sur la rentabilité : employés pressurisés, essences d'arbres plantées avec vision à court terme
- Instaurer une sorte de taxe sur les espèces protégées chassées. Cette taxe reviendrait à un service en faveur de la restauration d'habitats et la préservation des espèces
- Adapter une fiscalité locale pour : gestion de la forêt, préservation des routes
- Fiscalité eau : par rapport à la pollution de l'eau, une taxe pollueur-payeur, favoriser les pratiques protégeant l'eau (bio ...)

- Mettre en place un forfait énergie sur les premiers kwh/m2 proportionnellement à la taille du ménage
- Mettre en place un indice sur l'obsolescence des objets avec taxe dégressive selon la capacité de réparation

En conclusion : que chaque citoyen, à tous les niveaux de responsabilité, fasse bon usage de ces travaux d'un soir (de trois soirs pour l'ensemble)

Compte rendu validé par le groupe de citoyens organisateurs (Corinne Chifflet, Vincent Crouzet, Jacques Deplace, Yann Eyssautier, Caroline Pezilla, Françoise Thé, Claude Thé, Isabelle Thomas, Jean-Luc Thomas)